

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/78

29 novembre 1995

(95-3828)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTÉE PAR ISRAËL¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 novembre 1995.

1. Quelles dispositions de la législation notifiée concernent directement les sauvegardes?
2. La législation notifiée comporte-t-elle des dispositions prévoyant les enquêtes mentionnées à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes?
3. Quelle est l'autorité chargée de mener les enquêtes susmentionnées?
4. La législation notifiée comporte-t-elle des dispositions reprenant les conditions mentionnées à l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes, par exemple réexamen au milieu de la période d'application, libéralisation progressive des mesures et période de non-application?
5. Quel type de mesures de sauvegarde le gouvernement israélien peut-il prendre pour protéger les branches de production nationales? Le prélèvement de sauvegarde constitue-t-il la seule mesure existante? Des restrictions quantitatives peuvent-elles être appliquées?
6. L'article 2 d) semble permettre au gouvernement de proroger l'application du prélèvement de sauvegarde aussi longtemps que cela est nécessaire à la réalisation de l'un des objectifs mentionnés à l'article 2 a), sans qu'une limite soit fixée. Cette disposition est-elle conforme à l'article 7:3 de l'Accord sur les sauvegardes?
7. Le Japon croit comprendre qu'Israël a conclu un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Les importations en provenance des Etats-Unis sont-elles soumises à des mesures de sauvegarde de la même manière que les importations en provenance d'autres pays?

¹G/ADP/N/1/ISR/1-G/SCM/N/1/ISR/1-G/SG/N/1/ISR/1 + Corr.1.